



Groupe de l'Alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement Européen

Délégation socialiste française

Communiqué de presse du 11 septembre 2018 - <http://www.deputes-socialistes.eu/pollution-de-lair-il-est-urgent-de-detoxifier-lavenir-de-leurope/>

Pollution de l'air : il est urgent de détoxifier l'avenir de l'Europe

Les eurodéputés socialistes et radicaux ont pris connaissance aujourd'hui du premier rapport de la Cour des comptes européenne consacré à la pollution de l'air.

Nous partageons pleinement son diagnostic : l'Europe n'a pas fait assez pour protéger la santé des Européens. La pollution atmosphérique cause plus de 400 000 décès prématurés chaque année dans l'UE, exacerbe les maladies chroniques et entraîne des centaines de milliards d'euros de coûts pour la santé et l'environnement.

Les socialistes français au Parlement européen appellent à une révision ambitieuse de la législation actuelle en matière de qualité de l'air et appellent l'Europe à se donner les moyens de ses ambitions.

Pour **Eric Andrieu**, vice-Président du groupe Socialiste au Parlement européen, et **Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy**, présidente de la délégation socialiste française, « *ce rapport vient appuyer ce que nous disons depuis des années : la directive de 2008 sur la qualité de l'air a besoin d'une révision ambitieuse et de normes plus strictes. En effet, les normes sur lesquelles elle se fonde sont dépassées et ne prennent pas en compte les dernières recherches scientifiques et médicales, et surtout elles ne sont pas assez exigeantes, comme pour le dioxyde de soufre, pour lequel la limite d'exposition quotidienne fixée en Europe est plus de six fois supérieure à celle de l'OMS. Pour les fameuses particules fines PM10, le seuil annuel est le double de celui de l'OMS. L'écart est encore plus important pour les PM 2,5, qui sont pourtant les plus dangereuses. Il est urgent d'actualiser les normes européennes et de les aligner sur celles de l'Organisation Mondiale de la Santé* ».

Les eurodéputés socialistes rappellent que « *la législation européenne n'est pas respectée par les Etats membres, à commencer par la France, poursuivie devant la Cour de justice. Il nous faut un mécanisme ferme pour faire respecter des normes ambitieuses* ».

« *Enfin, ce débat est indissociable de la question des moyens : le montant global des fonds consacrés à la qualité de l'air est trop faible. Il représente moins de 1 % des fonds de cohésion de l'UE. Le prochain cadre financier pluriannuel devra être au service de la transformation écologique de notre économie, afin de relever les défis climatiques et environnementaux qui se dressent devant nous* », concluent **Eric Andrieu** et **Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy**.

Contact presse

- José Lavezzi : 00 33 6 04 04 76 99
- Courriel : presse@deputes-socialistes.eu
- Site Internet : www.deputes-socialistes.eu
- @DSFEurope